



Table ronde formation Conclusions des débats

L'importance de la formation dans la préparation opérationnelle des contingents avant leur déploiement sur les théâtres d'opération est essentielle et doit être anticipée très en amont, notamment pour les cadres.

IL FAUT GAGNER DU TEMPS SUR LA PRÉPARATION INITIALE POUR SE CONSACRER A L'ADAPTATION DES CONTINGENTS A LEUR MISSION SPECIFIQUE.

Trois axes forts ont été identifiés : **la maîtrise des savoir-faire fondamentaux, la compréhension du cadre de la mission de l'ONU et la préparation culturelle des contingents pour l'ensemble du personnel déployé dans une approche multidimensionnelle (personnel en uniforme ou non) des opérations de maintien de la paix.**

Ce débat a permis d'aborder de nombreuses **problématiques**, telles que la **reconnaissance des formations délivrées par les centres de formation nationaux aux opérations de maintien de la paix**, le **développement des outils de suivi des compétences de l'ONU** ou encore les questions de **l'enseignement du français** et la **prise en compte rapide du retour d'expérience** dans la préparation des contingents.

Le suivi des qualifications du personnel déployé dans les opérations de maintien de la paix reste un enjeu majeur et l'élan impulsé à l'occasion des Sommets de New-York ou Londres est très positif et les initiatives française et canadienne en 2016 et 2017 permettent de lui redonner du souffle.

La crédibilité des missions de maintien de la paix comme leur efficacité appelle un effort particulier des Etats-membres sur la formation et le suivi de leur personnel ayant bénéficié de formation reconnue par l'ONU, notamment les modules fondamentaux qui instruisent tant sur la nature et que sur le cadre des missions de maintien de la paix, en insistant sur les aspects éthiques. On doit parvenir à des niveaux de formation plus homogène des unités s'appuyant sur une plus grande standardisation.

Via le système PCRS, l'objectif n'est plus seulement aujourd'hui de recenser les compétences du personnel mais d'être en mesure d'anticiper les déploiements d'unité au regard de leur disponibilité et de leur niveau de formation en s'appuyant sur un engagement politique fort. Plusieurs pays se sont d'ores et déjà engagés dans cette voie et l'ensemble des Etats-Membres sont disposés à poursuivre cet effort.

La préparation culturelle des contingents est devenue un enjeu majeur pour renforcer leur sécurité, leur acceptation et leur efficacité opérationnelle, avec deux voies d'amélioration majeures : la communication avec les populations autochtones et la compréhension géopolitique et sociétale des espaces géographiques dans lesquelles les missions sont conduites.



La capacité à communiquer avec les populations autochtones est une problématique essentielle et encore trop souvent négligée comme l'ont souligné les opérations de maintien de la paix de l'ONU en cours au Mali ou en République de Centrafrique. Dans le cas des espaces francophones, l'objectif est bien que le personnel ayant le plus d'interactions avec la population et les forces de sécurité maîtrise quelques fondamentaux de français.

Le but est évidemment de renforcer l'acceptation de la force, au-delà de ce que peuvent faire les traducteurs, mais aussi de gagner en efficacité et de garantir la sécurité du personnel.

Sur cette question, plus que les aspects linguistiques, c'est également la préparation culturelle et sociétale des cadres qu'il faut améliorer afin qu'ils aient une bonne compréhension de la société au profit de laquelle ils vont conduire leur action.

Des solutions sont proposées par l'ONU, ou sont développés par les Etats-membres. Les bonnes pratiques doivent aujourd'hui se propager alors que les crises sollicitent de plus en plus directement les contingents onusiens.

Les organisations nationales en charge de la préparation aux opérations de maintien de la paix ont encore un accès trop limité aux rapports rédigés par les unités de retour de mission. Afin de réduire les délais de montée en puissance des contingents et d'améliorer leur efficacité, il convient aujourd'hui de créer les conditions de partage et de l'accès à ces informations.

Le partage d'expérience du terrain est évidemment organisé par les Etats-membres avec le soutien du DOMP, et les échanges entre les Etats-membres restent faibles hors de la mission. Un meilleur partage d'informations sur les bonnes pratiques, notamment au sein de réseaux croisés régionaux et internationaux, et l'expérience acquise est pourtant essentiel, surtout dans les premiers mois d'une mission et dans les premières semaines de déploiement d'un contingent.

Il est probable qu'un effort particulier devrait être fait sur ce domaine, sous le pilotage du DOMP, pour encourager les pays à transmettre vers l'ensemble des pays contributeurs des comptes rendus succincts de mission.